

Face à la possibilité du meurtre nucléaire

Oser ensemble l'intransigeance

Jean-Marie Muller*

Le 13 août 2016

Bon Jour,

Suite à de nombreux échanges avec plusieurs interlocuteurs, nous sommes parvenus à la même conviction à propos du désarmement nucléaire : après les déclarations du Président Obama à Hiroshima (27 mai 2016) – selon lui, les nations devront se défendre par l'arme nucléaire tant que nous ne serons pas « capables de faire disparaître la capacité des hommes à faire le mal (sic !!!) » - il n'est plus possible de penser que les États dotés de l'arme nucléaire accepteront de signer un Traité d'interdiction dans un avenir prévisible.

Au demeurant, cela n'est pas nouveau et nous le savions depuis déjà longtemps, mais ce qui déjà apparaissait impossible est devenu aujourd'hui strictement impensable.

En outre, d'autres informations nous parviennent qui attestent d'une aggravation terrifiante de la prolifération horizontale des États nucléaires :

- L'Allemagne sera bientôt dotée de nouvelles armes nucléaires américaines :

<https://fr.sputniknews.com/international/201608131027270773-allemande-armes-nucleaires-usa/>

- Les plans US de continuer la course aux armes nucléaires sont « complètement fous » :

<https://fr.sputniknews.com/international/201608121027265047-plans-us-course-arme-nucleaire/>

- Coup de tabac sur l'Europe, « la paix froide » :

<http://www.agoravox.fr/tribune-libre/article/coup-de-tabac-sur-l-europe-la-paix-183651>

Dans ces conditions, continuer à nourrir l'illusion d'un prochain Traité interdiction des armes nucléaires est totalement in-compréhensible. J'avoue être désemparé pour tenter d'expliquer une telle disposition d'esprit. Ne faut-il pas faire preuve d'une totale cécité pour ne pas voir une telle évidence ?

Je pense que le moment est venu, afin même de surmonter ce désaccord, de constituer un front d'opposition déterminé à l'encontre de ceux qui affirment que le désarmement nucléaire multilatéral est possible dans les prochaines années, alors même qu'aucun argument – aucun – ne peut être avancé en faveur d'une telle possibilité.

Le fait est qu'au sein même de la mouvance unilatéraliste, d'aucuns font valoir qu'il ne serait pas convenable de s'opposer frontalement aux multilatéralistes. Leur choix, disent-ils, doit être respecté. Ils doivent être considérés comme des partenaires et non des adversaires. Certes, les multilatéralistes ne sont pas nos « ennemis », mais ils sont vraiment nos « ad-versaires » en ce sens précis qu'ils sont « tournés-contre-nous » et « s'opposent-à-nous ».

Cette adversité est fortement dommageable car elle brise l'unité du mouvement antinucléaire en France et, de ce fait, entrave sa dynamique. Tout doit donc être fait pour tenter de la surmonter. Les « ad-versaires » ont vocation à devenir des partenaires. Non seulement l'unilatéral et le multilatéral ne s'opposent pas, mais ils se renforcent l'un l'autre. Et cette complémentarité doit se retrouver en chaque citoyen et non pas entre deux camps qui s'opposent et rivalisent.

Soyons clairs : l'erreur n'est pas de préconiser le multilatéralisme, l'erreur est de ne pas préconiser l'unilatéralisme. L'erreur, pour les citoyens des pays dotés, c'est de refuser l'option du désarmement nucléaire unilatéral. L'erreur, c'est, dans l'attente du désarmement international, de maintenir l'armement national. Préconiser un « désarmement mondial, multilatéral, progressif et simultané », c'est se donner bonne conscience en formulant vœu pieu qui n'engage strictement à rien et ne peut avoir aucun impact sur la réalité.

Cette erreur est indissolublement éthique, politique, stratégique et économique.

Le désarmement multilatéral est la solution idéale dans l'absolu, mais c'est dans la réalité que nous devons agir. Et la réalité nous oblige aujourd'hui à reconnaître l'impossibilité du désarmement multilatéral.

Le moment est venu d'avoir l'audace de l'intransigeance.

Laissons derrière nous la peur d'être accusés d'intolérance. Face à l'intolérable nucléaire, le moment est venu de revendiquer la vertu d'intolérance. De nous prévaloir de la rudesse de l'inflexibilité.

S'il est un sujet à propos duquel, l'intransigeance, c'est-à-dire l'impossibilité de toute compromission, doit être appliquée, c'est précisément le meurtre nucléaire qui est la négation et le reniement de tout principe moral.

Certes, les accusations risquent de redoubler, mais quand on voit l'erreur, comment ne pas la récuser ? Très honnêtement ?

Tout en condamnant l'erreur, il convient de tout faire pour que ce désaccord ne devienne pas une « question de personnes ». Il convient de respecter les personnes, mais l'erreur n'est jamais respectable... Faisant abstraction des personnes, il s'agit de s'en tenir aux faits et, en l'occurrence, les faits sont têtus. Extrêmement.

D'aucuns, voudraient croire et nous faire croire que la dernière Conférence de Genève qui a rassemblé plusieurs États non dotés et des organisations des sociétés civiles a ouvert la porte à un traité d'interdiction.

Mais il n'en est rien.

À propos de cette Conférence de Genève, les Parlementaires pour la non-prolifération et le désarmement nucléaire (PNND) écrivent dans leur *Lettre d'information* :

“ Le groupe des États bénéficiant d'une dissuasion élargie, qui peut se subdiviser en deux catégories : ceux qui furent très ouverts aux dialogues (Japon, Australie principalement) et ceux qui sont restés (Allemagne, Belgique, Italie) assez fermés à la discussion, indiquant que l'absence des États nucléaires ne permettait pas d'avoir une véritable réflexion. Mais dans les deux cas, tous ont indiqué que leur politique de défense — du fait d'accords avec l'Otan et les États-Unis — est basée sur la dissuasion et *ne leur permet pas de remettre en cause l'arme nucléaire* (c'est moi qui souligne).”

On ne saurait être plus clair.

Dans un communiqué publié le 13 juin 2016), le Stockholm International Peace Research Institute (SIPRI) affirme : « Les données montrent que bien que le nombre total des armes nucléaires dans le monde continue de baisser, aucun des États dotés d'armes nucléaires n'est prêt à renoncer à ses arsenaux nucléaires dans un avenir prévisible. » En outre cette réduction quantitative s'accompagne d'une modernisation qualitative. Il faut également souligner que la somme des milliards consacrés chaque année à la fabrications de ces armes de terreur est en constante augmentation. Déjà, ce seul fait constitue un scandale inacceptable.

Certes, c'est une très bonne chose que les citoyens des États non dotés et que ces États eux-mêmes exigent un traité d'interdiction, mais ils n'ont malheureusement pas le pouvoir de forcer les États dotés à signer un tel traité.

Pour nous, citoyens français, la manière la plus sûre d'exiger un Traité d'interdiction des armes nucléaires, c'est de commencer par décider de nous les interdire à nous-mêmes.

Pour nous, citoyens français, ne pas exiger le désarmement nucléaire unilatéral de la France c'est, que nous le voulions ou non, nous accommoder de la dissuasion nucléaire française.

Ne pas exiger le désarmement nucléaire de la France, c'est nier et renier l'exigence morale et politique du désarmement.

En outre, entretenir l'illusion d'un prochain désarmement mondial multilatéral, c'est dissuader les citoyens d'exiger le désarmement unilatéral. La demande d'un désarmement nucléaire mondial ne peut créer aucun débat au sein de l'opinion publique dès lors que tout le monde est d'accord avec cette idée qui ne dérange personne. À quoi bon ? Il suffit d'attendre des lendemains qui chanteront un monde exempt d'armes nucléaires. Le plus grave, c'est que le discours multilatéraliste entrave la mobilisation citoyenne en faveur du désarmement unilatéral. D'autant plus qu'en toute hypocrisie, les États dotés eux-mêmes ont déguisé le maintien de leurs armements nucléaires aux couleurs du désarmement mondial.

D'aucuns croient pouvoir affirmer que la campagne internationale pour obtenir un traité d'interdiction des armes nucléaires actuellement en cours "sera très vraisemblablement un succès en 2017 compte tenu des prises de positions actuellement affichées au niveau international". Mais comment est-il possible de croire en un tel succès qui, à l'évidence, est totalement exclu ?

Certains avancent que le renoncement unilatéral de la France à l'armement nucléaire ne changerait rien à la situation apocalyptique du monde étant donné la faiblesse de l'arsenal français par rapport aux arsenaux mondiaux. Mais cette comptabilité arithmétique de la quincaillerie nucléaire est totalement dérisoire. Ce qui importe c'est l'extraordinaire retentissement politique mondial qu'aurait la décision de l'État français de renoncer unilatéralement à l'arme nucléaire..

Encore une fois, il n'est pas demandé aux multilatéralistes de renoncer à leurs convictions multilatérales. Il leur est demandé de les renforcer par un engagement unilatéral. Faut-il espérer que le temps qui passe sans que les États dotés n'apportent le moindre signe de leur volonté de désarmer finira par faire son œuvre et que les multilatéralistes reviendront de leur positionnement ? Ou faut-il craindre, au contraire, que plus le temps passe, plus l'unification de la mouvance antinucléaire deviendra difficile. La difficulté devient alors psychologique et tout argument rationnel se trouve écarté.

Seul l'avenir dira ce qu'il adviendra....

Malheureusement, comme il est dit dans la chanson !

« Le temps perdu ne se rattrape guère,

Le temps perdu ne se rattrape plus ».

- Philosophe et écrivain, Jean-Marie Muller est notamment l'auteur de *Libérer la France des armes nucléaires, La préméditation d'un crime contre l'humanité*, Chronique sociale, 2014.
- Voir la pétition en faveur du désarmement unilatéral de la France organisée par le MAN : www.francesansarmesnucleaires.fr

Site personnel : www.jean-marie-muller.fr

